

Report des élections législatives du 29 mars et 14 avril 2020 : " Un risque de haut niveau pour la santé publique au Mali ", dixit Pr Clément Dembélé

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 24 MARS 2020

570

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

LÉGISLATIVES

Le gouvernement expose la vie des maliens



CA-INFJ : Le Budget 2019 en baisse



Élections législatives du 29 mars : Chronique d'un suicide programmé

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	Législatives : Le gouvernement expose la vie des maliens	P.4
Brèves	Législatives 2020 : Un autre candidat victime de braquage à Nara Covid-19 et vie nocturne à Bamako : « Coronavirus a peur des maquisards, il n'y a rien » Mali/Incendie : La station Zibou à Kalaban Coura Adeken partie en fumée Coronavirus au Mali : Un passager du vol Air France interné à Kayes ANAC-Mali : La protection des aéronefs au cœur d'un exercice de simulation à Gana-Bougouda Lutte contre le Coronavirus au Sénégal : Macky SALL reçoit Idy, Sonko et Khalifa Sall Le coronavirus face à l'incivisme des maliens : Le gouvernement met les forces de sécurité aux troussees des récalcitrants En Un Mot : L'imbécillité malienne Attaque terroriste à Tarkint : La Turquie condamne ce crime odieux qui a donné la mort à 29 soldats Communiqué conjoint : États-Unis d'Amérique et République du Mali	P.12 P.12 P.12 P.13 P.13 P.13 P.14 P.14 P.14 P.15
Actualité	La lutte contre le Coronavirus : Le secteur privé s'implique CA-INFJ :Le Budget 2019 en baisse	P.17 P.18
Politique	Report des élections législatives du 29 mars et 14 avril 2020 : " Un risque de haut niveau pour la santé publique au Mali ", dixit Pr Clément Dembélé Élections législatives du 29 mars : Chronique d'un suicide programmé	P.19 P.20
Culture & société	Livre : "L'Art de la réussite" de Mohamed Yoroté dans les librairies	P.11
International	Côte d'Ivoire : Lettre Ouverte de Guillaume Soro au Ministre Amon Tanoh Marcel Des élections dans la violence en Guinée : Le père de BoJo veut la nationalité française	P.22 P.25
Sport	Foot citoyen express : Un nouveau concept pour la deuxième édition	P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.12



P.17



P.19



Législatives : Le gouvernement expose la vie des maliens



Evoquant le Covid 19, la maladie qui menace la planète entière, le président IBK a eu cette formule lapidaire mais très juste : « La pandémie qui arrête la marche du monde ». Mais arrête-t-elle la marche des élections voulues par le même IBK. Car n'oublions pas que le DNI n'a pas pris la décision d'organiser les élections mais plutôt de soumettre « à la décision du Président de la République l'organisation des élections ». Rien n'a donc été imposé : IBK avait et garde les mains libres sur

l'opportunité ou non de maintenir l'agenda électoral.

A y regarder de près, peu d'événements échappent aujourd'hui à la mesure de confinement qui frappe, sur les conseils de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), plus d'un milliard de personnes au monde.

Quelques récentes illustrations de cet « arrêt de la marche du monde » peuvent porter en premier lieu sur le probable report des Jeux Olympiques de Tokyo qui devaient être célébrés du

24 juillet au 9 août 2020. Cette décision de report est imminente et déjà les comités olympiques et paralympiques canadiens et australiens ont décidé de n'envoyer aucun athlète si ces jeux ne sont pas reportés à une date ultérieure.

Au Sénégal, au Burkina Faso, en Mauritanie ou encore en Cote d'Ivoire, des mesures fortes, allant de la fermeture des frontières en passant par celle des lieux de culte et l'annulation de célébrations religieuses ou encore l'instauration de couvre-feu ont été prises par les différents gouvernements. Le Maroc a déclaré l'état d'urgence sanitaire qui pourrait se traduire par la prise de mesures exceptionnelles « pour limiter les déplacements, qui seront désormais soumis à obtention d'un « document officiel », indique un communiqué du ministère de l'Intérieur du royaume chérifien.

La France, qui a vu flamber l'épidémie sur son sol après avoir maintenu le 1er tour des municipales en a tiré tous les enseignements dès le lendemain : le président Emmanuel Macron, en effet, a annoncé, dès le lundi 16 mars, le report du second tour des élections municipales en raison de la pandémie de coronavirus.

Le Royaume Uni, arguant que « la santé des ha-





bitants passe avant tout » a décidé de reporter les élections locales qui devaient se tenir dans une partie des municipalités du pays, dont Londres, le 7 mai prochain.

Plus loin de loin et en pleine crise politique, la Bolivie a néanmoins décidé de reporter sine die l'élection présidentielle initialement prévue le 3 mai de la crise sanitaire mondiale liée au coronavirus. « L'autorité électorale a alors indiqué, dans un communiqué, vouloir mettre en œuvre un "dialogue large et pluraliste avec toutes les organisations politiques" afin de "définir une nouvelle date" pour le scrutin ». Qu'en est-il du Mali ? Laxisme et entêtement résumant la gestion du mal.

Pendant que le monde entier, à l'exception notable de la Guinée, suspend les processus électoraux pour protéger les ressortissants des différents pays, le Mali seul, rame à contre-courant en maintenant ses élections législatives prévues pour le 29 mars 2020. Le Premier Ministre Boubou Cissé a déclaré à cet effet que ces « élections se tiendront coronavirus ou pas ».

Difficile de faire plus grave déclaration Le gouvernement malien prend cette décision peu soucieuse de la vie des maliens au moment où, selon un article publié par nos confrères de l'AFP du 20 mars 2020 « **Le Mali craint d'être mal préparé pour le coronavirus** ». Car selon le ministère de la santé « **le Mali ne dispose que de 600 litres de gel hydro-alcoolique malgré un besoin de 500 000 litres, et de 59 thermomètres infrarouges médicaux, bien en deçà des 20 000 nécessaires. Le**

pays ne possède que 2 000 kits de test et aucune caméra thermique appropriée pour détecter les fièvres ».

Comment peut-on dans un état d'impréparation sanitaire aussi manifeste, prendre une décision si lourde de conséquences dont les premières, non sanitaires commencent à se faire jour. Ainsi les réseaux sociaux sont inondés par les photos et vidéos de la campagne de Karim Keïta, le fils du président IBK qui cherche à repêcher en commune 5 de Bamako, qui se targue de ne plus faire de rassemblements de plus de 50 personnes. Il diffuse les images de salles ou ses soutiens sont entassés comme



une grappe de raisins ou comme des sardines dans une boîte. Ou est la distance de 1 mètre à observer entre 2 personnes. Ignorance, quand tu nous tiens.

Le malien lambda, lui, au vu des tapages et rassemblements des meetings électoraux continue tranquillement son mode et rythme de vie d'avant épidémie au point d'agacer le ministre de la sécurité qui s'est invité au journal télévisé de la chaîne d'Etat ORTM pour proférer des menaces aux contrevenants des mesures édictées par le gouvernement. Comment espère le général Salif Traoré, se faire entendre dans le brouhaha des spots télévisés des candidats montrant des foules à leurs meetings. Sans compter les images des plus hautes autorités aux lieux de distribution des cartes électorales ou des citoyens s'amassant sans un seul flacon de gel hydroalcoolique ou simplement une bouilloire d'eau et un morceau de savon pour se laver les mains.

C'est dans ce contexte que sont intervenues la rencontre entre le chef du gouvernement avec les leaders religieux et la société civile pour leur demander, dans un discours convenu, d'accepter la fermeture des lieux de culte. Selon des informations qui circulent sur les réseaux sociaux, une majorité de membres de la Conférence des Oulemas s'est opposée à la mesure souhaitée par le gouvernement. Non pas par insouciance ou irresponsabilité des religieux mais parce que le piège du gouvernement se referme sur lui. Comment peut-on en effet affirmer contre toute logique qu'aucun cas de Covid-19



n'a été décelé au Mali (en attendant selon certains que les élections se fassent), maintenir un agenda électoral avec son cortège de rassemblements et fermer les lieux de culte. Quel imam ou leader religieux pourrait dans ses conditions regarder ses fidèles dans les yeux pour leur dire : « pas de prière dans ta mosquée mais va voter ». La pierre n'est donc pas à jeter aux religieux musulmans mais aux autorités gouvernementales et leurs soutiens, même étrangers, dans l'organisation des élections. De ce qui adviendra aux maliens, le gouvernement doit s'apprêter en assumant les conséquences. Et l'apparition hier soir du président IBK à la télévision nationale pour sensibiliser sur le lavage des mains est dérisoire dans un contexte de sa grande responsabilité.

■ Moctar Sow

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Nouhoum Togo



Le débat est fini : tout le gouvernement est malade. Un avion médicalisé a quitté la Suisse dans la matinée et a atterri à Ouaga ce soir pour embarquer Roch Kabore et ses ministres malades du Covid-19 à des fins de soins à l'étranger.



Modibo Simbo Keita

Faites Attention aux touches des distributeurs de billets de banque.



Mimi Dembele

On trouve de la quinine (substance active de la chloroquine) dans les feuilles de neem ou margousier.



FRANCE 24

"On a en stock aujourd'hui 350 000 boîtes, qui correspondent à 350 000 patients." Le président de Sanofi France, Olivier Bogillot, a déclaré sur France 24 que le laboratoire pharmaceutique se prépare "activement" pour répondre en matière de production de chloroquine.



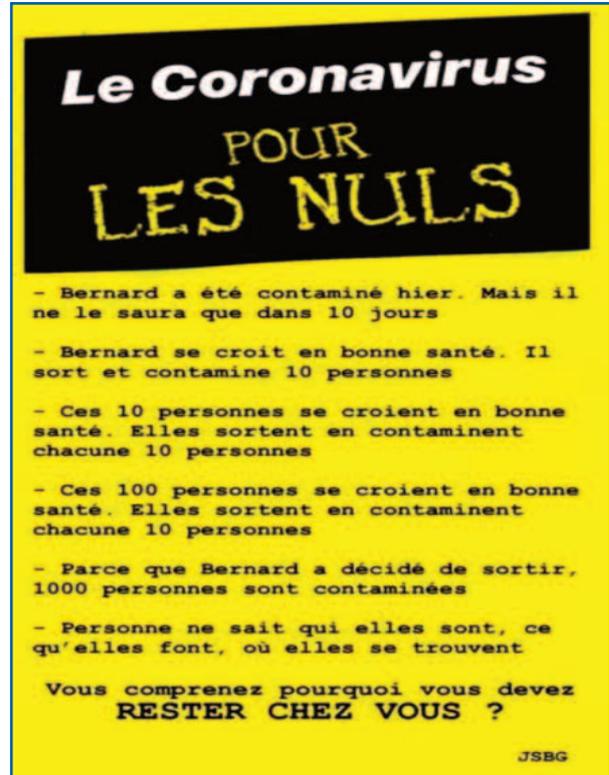
URGENT - Coronavirus en France : 674 décès depuis le début de l'épidémie, 16 018 cas confirmés <https://f24.my/6JEB.f>

Malijet

Lutte contre le coronavirus au Mali: Plus de messes dans les églises catholiques jusqu'à nouvel ordre



Bennchico Savadogo



Dans confinement là, ce qui fait à Adam Doucouré, elle na pas eu le temps de faire de stock du bachi et pâte arachide, façon maraka adore ça

Elhadj Djimé Kanté

Bureau des entrées de l'hôpital Gabriel Touré Comment faire respecter les consignes ici ? Faut-il fermer la porte au nez des malades



Touré Ibrahim



La situation du continent Africain est très alarmante à la date du 22 Mars 2020, les sept (7) pays limitrophes du Mali (M, L) ont tous des cas de COVID-19.

Soyons vigilants et respectons les mesures de prévention. Nous lançons un appel aux plus hautes autorités de ce pays à reconsidérer l'état de la situation en multipliant les efforts pour zéro cas de contamination au coronavirus sur sol le malien.



Abdoulaye Bah



IBK a commis l'erreur d'accueillir le Ministre de la Lituanie en déclarant publiquement à l'ORTM la bienvenue à leurs forces spéciales pour assister le Mali dans sa lutte contre les djihadistes. Sa prise de parole était inopportune et les déclarations sont belliqueuses. Il fait payer très cher cette maladresse à ses troupes basées à Tarkint. Dans cette zone, les troupes de la CMA sont nombreuses. Ce sont elles qui ont organisé l'attaque sur ordre d'Iyad AG Ghaly qui est resté le chef incontesté des rebelles touaregs. Barkhane, la Minusma et même IBK le savent, et le dénoncent souvent verbalement sans tirer les conséquences, qui sont de mettre fin à l'Accord de paix pour reprise de belligerance par la CMA.

Ces acteurs désignent quelques responsables pour les proposer aux sanctions de l'ONU. Les sanctions proposées par cette instance sont tellement ridicules à savoir l'interdiction de voyage et le gel de leurs avoirs. Qui peut appliquer ces sanctions sur des personnes à identité multiple et changeante au gré des turbans masquant le bas de leur visage?

On joue à un jeu dangereux au CSA et à la Minusma dont le Chef éla-

bore un rapport tronqué au Conseil de Sécurité. Le gouvernement malien n'a jamais osé démentir leur rapport de peur que cette force inutile (voir le cas d'Ogossago que j'ai souligné dans un post précédent) ne se retire à cause des investissements sociaux qu'elle effectue grâce aux fonds fiduciaires mis à leur disposition et l'utilisation de ses aéronefs servant au transport des autorités nationales, locales et des rebelles. Leur rôle de caution internationale au régime en place est un alibi stratégique pour IBK. Voilà le théâtre que nous joue Barkhane, la Minusma et le régime d'IBK depuis 7ans.

J'ai défendu à plusieurs occasions l'idée d'organiser un référendum d'auto détermination pour les régions du Nord que les touaregs nomment Azawad afin de donner la parole aux populations qui vont se déterminer sur leur avenir. Mais IBK et la France manipulant le Conseil de Sécurité ont préféré négocié avec les groupes armés dont la légitimité découle de leurs armes. C'est pour cette raison, ils refusent de désarmer pour garder leur pouvoir de pression en organisant des attaques contre nos forces armées sous le couvert de djihadoterroristes revendiqué par Iyad AG Ghaly leur vrai Leader. On va tourner en rond comme un serpent qui mord sa queue exposant nos soldats au massacre sous l'œil bienveillant de la communauté internationale qui répond que seule l'application intégrale de l'accord est la solution. Qu'on nous dise quel est le reste de l'accord qui n'est pas appliqué ? Le référendum est déjà programmé après les élections législatives.

Un autre génocide continue de se jouer entre les peuls et les dogons avec amplification dans le silence de la presse nationale et des autorités gouvernementales. L'Human Rights si prompt à dénoncer les violations des droits de l'homme n'a jamais interpellé le gouvernement malien sur sa politique sécuritaire sur le plateau dogon et le Seno où les gens sont égorgés, mutilés, violés, massacré par balles par dizaines tous les jours. Attaques et vengeance alternent là bas sans que la presse malienne ne dénonce la passivité de l'Etat. Le PM est paralysé de peur qu'on ne le taxe de parti pris parce qu'il est de l'ethnie peule et ressortissant de la région. Les dogons l'accusent et le menacent. Il n'est pas le Chef suprême des armées dont le titulaire a peur de prendre le devant pour qu'on ne lui rappelle pas sa responsabilité dans la distribution des armes aux milices dogons sous le gouvernement Soumeylou Boubeye. Cette information a été donnée par la milice Dana ambassagou en menaçant de fournir les preuves à la communauté internationale si on exécute la dissolution de sa milice décrétée en Conseil de ministres mais jamais appliquée. Tout cela est documenté et fera l'objet de jugement à la fin de la guerre. C'est pour cette raison, beaucoup de responsables n'ont pas intérêt à ce que la guerre prenne fin. Il y a l'économie de guerre très prospère qui enrichi une partie de l'oligarchie d'Etat avec leurs opérateurs commerciaux affiliés.

Le Mali est un malade qu'aucun médecin venu soit disant à son secours, ne veut sa guérison comme j'ai tenté de démontrer dans ce post.

Lisez l'article de l'indépendant ci-dessous.

Comme on s'y attendait, l'attaque de la base militaire de Tarkint, lo-

calité située à environ 160 km au Nord de Gao, le jeudi 19 mars dernier, a été revendiquée par le « Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans. » Une attaque, rappelons-le, très complexe, puisque perpétrée à travers différents types d'armes dont des équipements lourds et des explosifs. Le bilan fait état d'au moins 29 soldats tués et de 5 autres blessés, dont certains grièvement. Sans compter les équipements et véhicules militaires emportés par les assaillants. Pour le GSIM, cette attaque constitue un message à l'endroit du Président IBK.

ONU Femmes Mali



“Face à cette crise unique, nous devons faire preuve de créativité, et l'effort de lutte doit être proportionnel à la gravité de la situation. La solidarité mondiale n'est pas seulement un impératif moral, elle est dans l'intérêt de toutes et tous.”

Voici un extrait d'un message du Secrétaire Général des Nations Unies, António Guterres vs à visé la pandémie covid-19.

Jeune Afrique



Alors que cinq ministres burkinabè ont été testés positifs au Covid-19, le président Roch Marc Christian Kaboré fait désormais l'objet de rumeurs quant à son état de santé. L'information selon laquelle il serait lui aussi porteur du virus a été démentie par la présidence.

Guimba Makalou

Le pays est menacé par cette pandémie. Le gouvernement est dans le mensonge. prions nous que Dieu sauve le Mali.



Amy Sarr Fall

Pourquoi le Corona devrait nous inspirer davantage de solidarité et de patriotisme économique Face à la gravité du risque sanitaire auquel nous sommes confrontés, le Président de la République, SEM Macky Sall, a pris la décision salutaire de fermer les lieux de rassemblement, tels que les écoles et universités. Des mesures d'exception dans des circonstances qui exigent de chacun de nous responsabilité et surtout, esprit d'union nationale. Faisons plus que jamais preuve de rigueur dans l'application des mesures prônées par les experts car c'est notre citoyenneté qui est véritablement mise à l'épreuve. Lorsqu'on voit tristement des pays amis comme l'Italie, 8e puissance mondiale, perdre des centaines des leurs par jour, alors nous citoyens sénégalais, devons faire preuve de prudence car personne n'est à l'abri d'une contamination. Autrement dit, le Sénégal ne devrait pas risquer le moindre débordement de son dispositif car cela pourrait



entraîner une tragédie sociale insoupçonnée. Le déni n'est plus permis face aux ravages de ce virus qui a déjà affecté près de 200 000 personnes dans le monde et causé environ 8000 décès. Méfions-nous donc de cet agent pathogène qui ne discrimine pas.

Face à la psychose, le professionnalisme dont a fait montre le corps médical est à saluer. Cependant, la meilleure expression de reconnaissance qu'on puisse avoir à leur égard est bien de respecter scrupuleusement leurs consignes afin d'endiguer la progression de la maladie.

En période de pandémie, des frontières se referment, des liaisons aériennes sont suspendues et par conséquent des chaînes d'approvisionnement sont perturbées. Viennent ensuite des mesures de confinement. Pour toutes ces raisons, n'est-il pas venu le moment de mieux se serrer les coudes et de promouvoir davantage le consommateur local ? En effet, il suffit de voir à quel point chaque pays est préoccupé par la survie de ses propres ressortissants, la crainte de ruptures des denrées de première nécessité, pour reconnaître l'urgence pour nous Sénégalais, pour nous Africains, de repenser notre modèle de consommation afin de nous rendre moins dépendants des incertitudes extérieures.

Enfin, j'aimerais profiter de cette tribune pour inviter nos jeunes frères et sœurs élèves et étudiants qui le voudront bien, à faire le nécessaire pour maintenir le cap. Comme l'histoire le montre, nous avons plus que jamais besoin de pouvoir compter sur nos propres chercheurs et médecins. Il urge d'inverser la tendance de cette inquiétante désertion des matières scientifiques pour assurer la relève. Je n'ai aucun doute qu'ils s'engageront pour leur pays, conscients que la responsabilité et la solidarité sont nos meilleures armes contre la bataille que nous devons mener, unis, contre ce virus dévastateur. Ce combat est celui de tout le monde, le moindre geste compte. Alors soyons vigilants et responsables car plus que jamais face à cette crise, l'homme demeure le remède de l'homme.

Amy Sarr Fall



Awa Sylla

Faites qu'après les élections qu'aucun cas ne va se déclarer. Vous devrez annuler ces élections pour sécuriser tout le monde.



Bamako Bamada

Le 22 mars 2012, Amadou Haya Sanogo mettait fin au régime incompetent et corrompu d'Amadou Toumani Touré. ATT, malade aux pieds, a fui son palais en courant et sur le dos d'un béret rouge.



Ammy Baba Cisse

Bassidiki Touré
VERS LE REPORT DE CONORA-DÉPUTATION

De plus en plus, des voix se lèvent contre la tenue des élections législatives dont le premier tour est prévu pour le dimanche 29 mars. Malgré tout, le gouvernement Boubou Cissé veut montrer aux Partenaires Techniques et Financiers qu'il pourra respecter le calendrier électoral, et ce, avec ou sans Coronavirus. Or, nous savons tous que des mesures drastiques prises en Conseil de Sécurité, pour contrer le conoravirus au Mali, ne donnent aucune chance à la tenue des législatives ce 29 mars.

De quoi donc Boubou a peur?

Le côté craintif se trouve à 2 niveaux

D'abord, il est impérieux de renouveler le mandat des députés expiré depuis 2018.

Ensuite, le financement des dites élections sont bouclés et l'argent mobilisé dans le cadre du PACE déjà logé chez BILL cherche preneur. C'est ce dernier point qui pose tout le problème. En cas de non tenue des élections, les fonds mobilisés à cet effet seront restitués aux PTF. C'est pourquoi le respect du calendrier électoral est devenu une question de VIE ou de MORT pour Boubou Cissé et ses sbires.

#CONORA

#CONFINEMENT

#POGNON

#DEPUTATION



La centralisation des élections en Guinée se fait dans certains camps militaires

Figaro du Mali

Andrew Young testé positif au COVID19, actuel Ambassadeur des Etats Unis au Burkina Faso et ancien Chef de Mission Adjoint à Bamako, au Mali 2013-2016. Prompt rétablissement!



Quelques minutes après la publication du Figaro du Mali, la direction de la santé relève finalement 3 cas tous venus de la France. Les résultats sont toujours attendus et les cas suspects sont tous passés par la France.



Macky Sall

J'ai appris avec émotion le décès du journaliste Mamadou Ndiaye Doss. J'adresse mes condoléances émues à sa famille ainsi qu'au groupe D-Media et à toute la presse sénégalaise.



Mamadou Ismaila KONATE



#Mali : Même si nous étions les plus bénis des enfants de dieu, épargnés par le mal par des statistiques pour l'instant muettes, demandons aux journalistes de se mettre sur le sujet pour communiquer sur l'état de préparation ou d'impréparation face à la maladie et ses effets ...



Cellou Dalein Diallo



Sur injonction du pouvoir, les morgues des hôpitaux publics rejettent systématiquement les corps des victimes de la répression policière du 22 mars, pour dissimuler les preuves et nier les crimes. Quel cynisme ! #Amoulanfé

Non content de plonger la #Guinée dans une crise politique sans précédent, Alpha Condé cherche à opposer les Guinéens en provoquant des conflits ethniques et religieux. C'est le cas à N'zérékoré où les lieux de culte n'ont pas échappé à la folie des promoteurs du 3ème mandat.

Jigi



Le gouvernement du #Mali dénonce le non-respect des mesures de prévention édictées dans le cadre de la lutte contre le #coronavirus (notamment l'interdiction des rassemblements) et menace les contrevenants de "mesures drastiques".

Larmes des pauvres



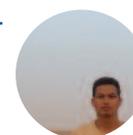
#Mali faute d'un soutien parlementaire, la #Norvège ne participera pas à la task force #Takuba initiée par la #France dans le cadre de soutien aux forces du #G5_Sahel.



#Mali le premier ministre, ministre de l'économie et des finances ordonne le traitement des nombres de jours grevé dans les salaire des enseignants. Les syndicat de l'éducation nationale signataires se sont livrés à un marathon de grève

#Mali 23 mars 2019 - 23 mars 2020 Un an jour pour jour que le monde entier découvrait l'horreur et la barbarie. 160 personnes dont des femmes enceintes et des enfants transformés en charbon, #Ogossogou hissé parmi les célébrités en matière d'horreur.

Ag Salim



La #CMA entame sa démarche de fusionner les mouvements qui la composent en un seul mouvement.

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Smartphone screen text: **MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER**

Législatives 2020 : Un autre candidat victime de braquage à Nara



Après le braquage de la candidate de l'URD à Nara, qui y a laissé son véhicule et tout ce qu'elle avait sur elle, le candidat du RPM a été enlevé à Niafounké et retrouvé saint et sauf, grâce à Dieu, un autre candidat a été victime de braquage dans le cercle de Nara. En campagne électorale dans la circonscription de Nara, le candidat du PRVM-Fasoko, Mamadou Bolly a été victime d'une attaque par des hommes armés entre Kaloumba et Mourdiah (Région de Koulikoro) Dans un communiqué rendu public hier dimanche 22 mars, le Parti pour la Restauration des Valeurs du Mali (PRVM-Fasoko) a informé l'opinion nationale et internationale, que le vendredi 20 mars 2020, une équipe de campagne de son candidat, dans la circonscription électorale du cercle de Nara a été victime d'une attaque entre Kaloumba et Mourdiah (Région de Koulikoro) par des hommes armés.

Mali/Incendie : La station Zibou à Kalaban Coura Adeken partie en fumée



Les riverains de la station d'essence Zibou, à Kalaban Coura Adeken et Bacodjicoroni Golf, installée au bord de la route qui relie le pont de Kalaban Koro à la Tour de l'Afrique, ont eu de grosse frayeur au ventre. Et pour cause, un gigantesque incendie s'était emparé de la station. C'était aux environs de 22 heures. Deux camions citernes, qui y étaient immobilisés, ont totalement été calcinés. Il ne leur reste qu'une masse de ferraille. Si l'on n'y déplore pas de pertes en vies humaines, il n'en est pas de même pour les installations. Qui ont été sérieusement endommagées. Heureusement l'incendie n'a pas atteint les cuves de carburant au sous-sol. Sinon toutes les pompes ont été brûlées. Selon les témoignages recueillis sur place, les soldats du feu ont eu du mal

Covid-19 et vie nocturne à Bamako : "Coronavirus a peur des maquisards, il n'y a rien"



La menace de la pandémie de Coronavirus sur le Mali n'a pas du tout bousculé les habitudes contre hygiéniques dans certains bars de Bamako. Les fidèles du maquis ne chôment pas du tout, obligeant parfois les forces de l'ordre à intervenir pour les dissuader.

« Coronavirus a peur des maquisards. Il n'y a rien », nous confie Jean Baron, assis dans le noir, sur la terrasse d'un bar, sous les pieds de la colline de Sébénikoro, les pieds posés sur la table, une bouteille de bière dans la main. Ici, la plupart des filles de joie ont vidé les lieux. Pour les habitués du coin, l'ambiance a baissé d'un cran et un silence de cimetière règne dans le bar. Pas de musique, pour ne pas attirer l'attention de l'extérieur. « Les familles peuvent attirer l'attention des forces de l'ordre sur nous », nous confie le gérant du bar. En face du gérant, deux filles de joie trinquent aussi sur le comptoir du gérant. Selon elles, l'attente se fait souvent longue mais il y a toujours eu quelques clients. « Les fonctionnaires vont au travail, le maçon continue à aller au chantier, le menuisier dans son atelier. C'est ici aussi notre lieu de travail. C'est dans ça que nous buvons et mangeons. Coronavirus, d'accord mais nous devons vivre aussi, chéri. Nous avons plus peur de la faim que de coronavirus », nous lance une des filles. Ce triste constat dans les bars de Bamako est visible dans presque tous les quartiers. Toute chose qui oblige, très fréquemment depuis le week-end, les forces de l'ordre à intervenir pour déloger les quelques fidèles endurcis.

■ Ibrahim Sanogo

à venir à bout de l'immense flamme qui avait envahi le lieu. Mais, la technicité des pompiers ont permis d'éviter le pire. Il faut signaler que le pire était effectivement à craindre. Car, la station Zibou est installée entre des maisons à usage d'habitation. Cet énième sinistre pose la problématique de la cohabitation entre les stations d'essence et les maisons dans nos quartiers. Une situation qui interpelle fortement aussi les élus communaux que les autorités administratives de tutelle.

■ Youssouf M. Traoré

Coronavirus au Mali : Un passager du vol Air France interné à Kayes



Les maliens avaient exprimé un sentiment de révolte après l'atterrissage de certains vols venus des pays touchés par le COVID 19. Parmi ces vols, celui d'Air France a nourri le plus de colère et de stupéfaction. Si le gouvernement et ses unités sanitaires disent avoir testé des cas négatifs, certains compatriotes ne sont toujours pas rassurés. Le CSDM et d'autres chercheurs avaient même sollicité que les passagers soient mis en quarantaine afin de voir l'évolution de leur situation. Mais selon des sources concordantes sécuritaires au niveau du gouvernorat de Kayes, ce 23 mars 2020, un passager de ce dernier vol Air France, arrivé dans la région de kayes, est interné en soins intensifs à l'hôpital régional avec des symptômes de grippe. Des analyses, rassurent des responsables sanitaires, sont en cours pour diagnostiquer cet autre cas suspect. Mais le gouverneur de la région aurait reçu des instructions hiérarchiques afin que les résultats deviennent négatifs quelles que soient les analyses. Cette option a-t-elle été adoptée jusque-là? Pour l'heure, aucune confirmation et les citoyens doivent rester prudents.

■ Source Figaro du Mali

Lutte contre le Coronavirus au Sénégal : Macky SALL reçoit Idr, Sonko et Khalifa Sall

Le chef de l'État avait promis de tailler bavette avec l'opposition pour l'impliquer dans la lutte contre le Coronavirus.

Selon L'As, Macky Sall va recevoir en audience, dès demain mardi, Idrissa Seck, Ousmane Sonko, Khalifa Sall et Serigne Mansour Sy Djamil.

L'audience est prévue dans l'après-midi, non pas au Palais de la République, mais à l'Assemblée nationale.

Mamadou Lamine Diallo et Cheikh Bamba Dièye, qui ont également donné leur accord de principe, ne sont pas encore programmés.

ANAC-Mali : La protection des aéronefs au cœur d'un exercice de simulation à Gana-Bougouda



La protection des aéronefs était au cœur d'un exercice de simulation à Gana-Bougouda. Organisé par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile(ANAC), cet exercice a eu lieu le 21 mars 2020. Il visait à évaluer le plan de protection et le niveau de coordination entre l'Armée de l'Air et la Gendarmerie Nationale dans la sécurisation des aéronefs pour réduire leur vulnérabilité face aux différentes menaces. Une section de la Compagnie des transports aériens de la Gendarmerie, renforcée des fusiliers commandos de l'Armée de l'Air, a mené cet exercice. Elle a ratissé le côté ouest de l'Aéroport de Sénou en fouillant les rares habitations et en contrôlant les engins circulants dans cette zone. Cela a permis l'interpellation de suspects et la saisie d'armements et une moto. Le directeur du transport aérien et de la sûreté de l'ANAC, M. Mamadou S. Diop s'est dit satisfait de la coordination entre l'Armée de l'Air et la Gendarmerie dans la sécurisation des aéronefs et de la zone aéroportuaire de Bamako. Le commandant de la 3ème région militaire aérienne (Bamako), le colonel Lassina Togola et le commandant du Groupement des transports aériens de la Gendarmerie, le chef d'escadron Salif S. Keita, ont mis un accent sur le renforcement de la coopération dans la protection de la zone aéroportuaire et des aéronefs. Ils ont demandé à la population de les accompagner dans leurs tâches quotidiennes en leur fournissant des renseignements. Toutes choses qui contribueront à juguler les différentes menaces ; notamment terroristes.

■ Forces armées maliennes



Le coronavirus face à l'incivisme des maliens : Le gouvernement met les forces de sécurité aux troussees des récalcitrants



Le monde entier est paniqué par la gravité de la pandémie que constitue le coronavirus. Si les puissances mondiales édictent des mesures et jouent à la solidarité, il n'en demeure pas moins que les citoyens manquent de conscience et de méfiance pour barrer la route à cet horrible virus.

Il est évident que le gouvernement a pris des mesures qui ont été controversées au sein de l'opinion, mais l'incivisme est totale dans les marchés, les mariages ou autres lieux de loisirs qui continuent de prendre des libertés.

Pire, le gouvernement lui-même est le premier à violer ces consignes en maintenant les législatives et les prières publiques qui constituent le plus grand risque de propagation du virus.

C'est dans ce contexte que le ministre de la sécurité, ayant constaté, avec ses équipes sur le terrain, que les consignes prises lors du conseil de défense ne sont pas le souci des maliens. Certains mettent leur vie et encore plus celle des autres en danger.

Le ministre de la Sécurité et de la protection civile, le général Salif Traoré, a invité tout le monde à l'observation stricte des mesures gouvernementales. D'autres puissances ont décidé, depuis des semaines, de confiner leurs populations pour éviter la propagation du virus.

Le Mali, dit le ministre de la Sécurité, est confronté à d'autres défis. Il a déploré, sur le plateau de l'ORTM, le comportement désinvolte de certains maliens: «Nous nous sommes rendus compte que beaucoup de nos concitoyens n'ont pas compris la gravité de ce qui nous guette. »

Il a rassuré que la maladie n'est pas encore au Mali, mais que le pays est dans la phase II qui consiste à la combattre. Le comble est que des festivités se tiennent comme si de rien n'était : « des restaurants, des boîtes de nuit, des cafés où on fume beaucoup de choses continuent à être ouverts », déplore le ministre de la Sécurité en dépit des mesures préventives d'interdiction.

Le gouvernement entend donc contraindre les récalcitrants à se soumettre aux mesures strictes édictées. Salif Traoré s'est montré ferme. « Notre pays est suffisamment confronté à d'énormes défis et il ne faudrait pas que nous laissions la porte ouverte à cette maladie qui ne viendra que compliquer la situation davantage

En Un Mot : L'imbécilité malienne



Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne s'est pas trompé en appelant les Africains à se préparer au pire avec la propagation du coronavirus. Au Mali, on fait tout pour attirer le pire. Même si on se réjouit de ne pas encore enregistré de cas, nos comportements font craindre la catastrophe.

Des mosquées bondées de monde derrière des imams uniquement préoccupés par les quêtes et les contributions des croyants à la fin des prières, des foules amassées pour un mariage, un décès ou baptême, des bars, des restaurants ou des chambres de passe tous autant animés malgré les mesures prises par les autorités et dont les forces de l'ordre sont totalement indifférentes, tant qu'elles peuvent continuer à racketter et à constituer les butins quotidiens parce que le pouvoir est incapable de faire régner l'ordre, on va tout droit dans le mur, disons on prépare le terrain à la catastrophe.

■ DAK

Attaque terroriste à Tarkint : La Turquie condamne ce crime odieux qui a donné la mort à 29 soldats



La Turquie a condamné l'attaque terroriste au Mali contre un camp militaire, tuant de nombreux soldats et blessant plusieurs autres. « Nous avons appris avec tristesse l'attaque contre un camp militaire à Gao au Mali tuant et blessant plusieurs soldats. Nous condamnons cet acte terroriste. Nous présentons nos condoléances au peuple et au gouvernement frère et ami du Mali ainsi qu'aux familles des victimes et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés », peut-on lire dans un communiqué du ministère turc des Affaires étrangères. L'attaque avait donné la mort à 29 soldats et blessé 5 autres.

Communiqué conjoint : États-Unis d'Amérique et République du Mali

Le 19 mars 2020, la République du Mali et les États-Unis d'Amérique ont réaffirmé leur partenariat de 60 ans à travers la signature du deuxième Plan d'action conjoint de pays de l'Initiative de gouvernance en matière de sécurité (SGI), dont le premier a été signé le 5 décembre 2015. Comme à la fin de l'année 2015, les deux pays se sont à nouveau engagés, à travers le SIG, à promouvoir la bonne gouvernance, à lutter contre la corruption et à réformer durablement les institutions du secteur de la sécurité au Mali afin d'améliorer la vie de tous les Maliens.

En 2015, les partenaires ont lancé la programmation pluriannuelle des SGI dans trois domaines d'intervention : la défense, la sécurité et la justice. Dans ces grands secteurs, les partenaires ont poursuivi des réformes systémiques en matière de gestion des ressources humaines et financières, de stratégie et de planification, et de logistique. Depuis, les partenaires ont mis en place des politiques et des procédures qui peuvent permettre aux forces de défense et de sécurité du Mali et à son personnel civil de servir fidèlement leur nation.

Les partenaires restent déterminés à travailler ensemble pour renforcer les capacités des acteurs du secteur de la sécurité du Mali à protéger la population. Bien que les défis à relever pour y parvenir ne soient pas insurmontables, les partenaires reconnaissent que les groupes extrémistes violents qui opèrent au Mali et dans ses environs constituent une menace sérieuse pour l'intégrité territoriale et la souveraineté du Mali. Les partenaires sont conscients que pour faire face à ces défis et atténuer ces menaces, il faut un effort de l'ensemble du gouvernement.



Le Département d'État américain, soutenu par les ministères américains de la Défense et de la Justice, et par l'Agence américaine pour le développement international, continuera à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement du Mali par l'intermédiaire de ses ministères de la Défense et des Anciens combattants, de la Sécurité et de la Protection civile, de la Justice et des Droits de l'homme, des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et du Conseil national de sécurité du Mali, afin de s'assurer que le peuple malien qui chérit la paix vive à l'abri des conflits et de la terreur.

Ce deuxième et dernier plan d'action conjoint n'est que l'un des nombreux moyens par lesquels les États-Unis et le Mali travaillent ensemble pour réaliser leur vision commune d'un Mali sûr, pacifique et prospère.



Je veux ce
KIT



Proche de vous



Consulter votre Solde	*101#
Forfait internet et appel (DAMOUI)	#555#
Configurer votre Internet	APN = Malitel
Accès MobiCash	*166#
Crédit secours (Dahomé)	#444#
Joindre le service Clients	6700

3500F
de bonus

200% de bonus
sur la 1^{ère} recharge

100% Bonus
pendant 1 mois

50 sms et 100 Mo
de forfait internet

SPiRiT

Achetez votre puce à 500 FCFA avec 500F de crédit initial et recevez en cadeaux des avantages exceptionnels*.

Bonus valable entre 5 et 30 jours.

La lutte contre le Coronavirus : Le secteur privé s'implique

Le Conseil national du patronat du Mali a organisé une rencontre d'échanges avec le ministère de la santé et des Affaires sociales en vue de mettre en place une coalition du secteur privé contre la maladie à coronavirus, lundi 23 mars 2020. Ladite rencontre a été présidée par Michel Hamala Sidibé ministre de la santé et des Affaires sociales.

Le monde fait face actuellement à un mal du siècle qui est en train de faire des victimes. Forcément les mesures prises par les hautes autorités du pays auront un impact sur l'économie nationale. Tous les corridors sont fermés pour éviter au Mali d'enregistrer des cas de coronavirus. Le Mali dispose de 3 centres disponibles avec une capacité de 37 lits extensibles à 200. Le gouvernement doit prévoir des milliers de lits à travers tout le pays et des respirateurs. D'une façon générale, le nombre de cas confirmés est 330 932 avec 14 547 décès à travers le monde. Et l'Afrique de l'Ouest a enregistré 209 cas confirmés avec 4 décès. Ce chiffre évolue quotidiennement. A travers cette rencontre la première coalition de lutte a été créée par les acteurs du secteur

privé.

Le président du conseil national du patronat du Mali, Mamadou Sinsi Coulibaly a affirmé que la maladie coronavirus a atteint le seuil de pandémie. Il y a une grande menace qui plane sur le Mali. « **Malheureusement, nous n'avons pas de systèmes sanitaires efficaces et adéquates pour faire face à cette pandémie. En plus du risque sanitaire, il y a également un risque sur l'économie nationale. Le Mali consomme 90% des produits importés. Toutes choses qui prouvent à suffisance que le secteur privé sera fortement ébranlé par cette maladie. Néanmoins des mesures préventives ont été prises par le secteur. Nous avons demandé aux industriels de continuer avec**

la production. On est en train de mettre en place une cellule de crise. Pour mieux gérer la santé, il faut lutter contre la corruption et la mauvaise gouvernance. La possibilité de confinement est très fiable car nous avons une population à majorité jeune. J'ai fait venir nos amis chinois pour qu'ils aident à mieux faire face à cette pandémie qui n'épargne personne. La qualité de résilience des chinois doit servir d'exemple. La lutte contre le coronavirus nécessite une synergie d'action », a-t-il martelé.

Selon le ministre de santé et des Affaires sociales, Michel Hamala Sidibé pour gagner contre cette pandémie, il faut de l'anticipation, il faut certainement de l'action et il faut s'organiser avec la méthode. « **Nous devons mutualiser les potentielles. J'ai été à l'intérieur du pays pour évaluer la situation des couloirs terrestres. Nous avons anticipé en fermant le couloir aérien en mettant en place un système de défense efficace. Nous avons examiné personnes ont été examinés, ces deux derniers mois. Nous les avons testés pour voir qu'ils présentaient des signes** », a-t-il dit.

Il a rappelé par ailleurs que le couloir terrestre lui a fait peur. « **Nous avons énormément de personnes qui rentraient avec un dispositif en place mais pas très fort qu'environ 1500 personnes entrent tous les jours par ce couloir. Dans la situation de crise que nous vivons cela va constituer sans doute une voie de passage du virus. Le coronavirus sans aucune hésitation c'est certainement la pire des crises sanitaires depuis la grippe Espagnole. Au Mali 170 cas suspects ont été testés et tous négatifs. Cela ne veut pas dire que le virus n'est pas présent dans notre pays. Il faut se préparer, il ne faut pas le prendre à la légère. Ce virus est mortel. C'est devenu une réelle menace pour toute la planète. Seul le changement de comportement pourrait être un moyen efficace de lutter contre cette pandémie** », a-t-il précisé.

Le professeur Soungalo Dao a fait une présentation axée sur la définition, la situation épidémiologique, les modes de transmission, les aspects cliniques, la prise en charge et les mesures préventives pour endiguer le fléau.

■ Ibrahim Sanogo





CA-INFJ : Le Budget 2019 en baisse

Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Me Malik Coulibaly, à l'occasion de la 8ème session du Conseil d'Administratif a annoncé le budget prévisionnel 2020 de l'Institut National de la Formation Judiciaire (INSJ) « Me Demba Diallo » en recettes et en dépenses à 1 155 101 000 FCFA contre 1 362 601 000 FCFA en 2019, soit une diminution de 18%.

La diminution s'explique par l'épuisement de la ligne de crédit destinée à la construction d'un amphithéâtre de 600 places, d'une bibliothèque et d'une cafétéria, les travaux étant en voie d'achèvement pour certaines de ces infrastructures, a édifié le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme. A cet effet, il notera l'octroi du financement, par l'Etat, à hauteur de plus de 292 millions de FCFA destinée à la construction d'une cité d'hébergement de 25 chambres. Selon le ministre Coulibaly, cet effort de l'Etat permettra d'améliorer et de renforcer les conditions de travail et d'accueil des auditeurs de justice, des stagiaires de l'école, des magistrats et auxiliaires de justice de passage en formation. En déplorant cette situation d'insécurité, Me Malik Coulibaly a rappelé la limite des capacités budgétaires de l'Etat. La guerre asymétrique imposée à notre pays, le terrorisme,

l'obligent à mieux gérer les maigres ressources de l'Etat.

Pour ce faire, le Ministre de la Justice affirmera que l'année qui s'achève aura été marquée par les résultats satisfaisants sur le plan de la gestion opérationnelle et de la vision stratégique bâtie autour de nouvelles ambitions.

Il s'agit entre autre des voyages d'études qui ont été effectués au Sénégal et au Rwanda afin de tirer profit de l'expérience de ce pays dans les différents domaines de l'administration de la justice. Des sessions de formations, via vidéoconférences, ont pu être également organisées dans le but d'un partenariat que l'Institut entend formaliser avec l'Ecole nationale de la Magistrature de France.

Aux cours des travaux, un programme spécial a pu être élaboré et mis en œuvre au profit des 46 auditeurs de justice dans le cadre de leur

formation initiale. Ces auditeurs, dont la sortie de la promotion est prévue à la fin du 1er semestre 2020, ont l'avantage d'être les premiers bénéficiaires d'un institut plus moderne et plus ouvert.

Par ailleurs, les perspectives qui se dégagent pour cette nouvelle année sont prometteuses pour l'institut. Il s'agit de poursuivre les efforts d'amélioration de la gestion pour renforcer l'efficacité des actions. Les infrastructures, les outils pédagogiques et le personnel d'encadrement doivent être au centre des actions prioritaires de manière à mieux optimiser les ressources dont dispose l'Institut pour faire face à sa mission, a-t-il poursuivi avant de remercier la présence effective des participants. Le ministre Coulibaly a engagé le Directeur Général de l'INFJ « Me Demba Diallo » et son équipe à mettre en place une nouvelle stratégie pour l'atteinte de meilleurs résultats, notamment en faisant en sorte que l'Institut puisse générer des ressources propres lui permettant de compléter la subvention de l'Etat. Avant de déclarer l'ouverture des travaux, Me Malik Coulibaly a invité les administrateurs à se prononcer aussi sur le document en annexe intitulé « modernisation du système informatique de l'INFJ-MDD » afin que, de leurs résolutions, sortent des indicateurs clairs se rapportant à la faisabilité du projet.

■ Ibrahim Sanogo

Report des élections législatives du 29 mars et 14 avril 2020 : « Un risque de haut niveau pour la santé publique au Mali », dixit Pr Clément Dembélé

Le Pr Clément Mamadou Dembélé, Porte-parole de la Plateforme de lutte contre la Corruption et le Chômage (PCC), a adressé une lettre au Président de la République du Mali, son Excellence Ibrahim Boubacar Keita, pour la demande de report des élections législatives 2020, jusqu'à nouvel ordre.

Dans une lettre adressée au Président de la République Ibrahim Boubacar Keita, le Porte-parole de la Plateforme de lutte contre la Corruption et le Chômage, Pr Clément Mamadou Dembélé, a précisé que : depuis quelques semaines, le monde entier est fortement ébranlé par la Maladie du Coronavirus déclarée désormais comme une véritable pandémie mondiale par les Nations Unies.

Il a déclaré que : « partout dans le monde, on compte des milliers de morts et cette catastrophe n'est pas prête à s'arrêter. Des gouvernements décident partout de fermer les magasins, les boutiques, les structures, les établissements publics et même privés, et interdisent tout attroupement d'individus qui est hautement facteurs de prolifération du virus COVID-19 ».

À l'en croire : tout laisse à croire aujourd'hui que cette pandémie n'épargne aucun pays et les risques de propagation sont tellement élevés que les rassemblements peuvent causer des dommages irréparables en vies humaines. « Face à cette urgence et en respect des obligations légales de sauvegarder la vie des citoyens ; au regard des risques éventuels de propagation du COVID-19 ; sachant que le 29 mars 2020 auront lieu des attroupements et /ou des multiples rencontres des citoyens sur tout le territoire du Mali ; vu que notre pays le Mali d'autres n'ont pas aujourd'hui la solution médicale et logistique pour faire face à cette pandémie : il apparait indispensable et fortement responsable de reporter les élections législatives 2020 jusqu'à nouvel ordre, c'est-à-dire jusqu'à l'obtention de solutions médicales, lo-



gistiques et humaines efficaces », a-t-il souligné.

Selon lui, dans les pays voisins du Mali, le coronavirus est une réalité constatée au Sénégal, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et bien d'autres pays. D'ailleurs, la 2e vice-présidente de l'Assemblée nationale du Burkina Faso a été déclarée positive. L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) demande « aux pays africains de se réveiller et de s'apprêter au pire ».

Il a déclaré que, dans son article 29, la Constitution du Mali déclare que : « Le Président de la République est le chef de l'État. Il est le gardien de la Constitution. Il incarne l'unité nationale. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des Traités et Accords internationaux. Il veille au fonctionnement régulier des pouvoirs publics et assure la continuité de l'État. » Cela montre explicitement que vous êtes le garant de la protection individuelle et collective de chaque Malien.

Il a rappelé que c'est dans l'intérêt collectif et individuel des populations maliennes, dans le souci de préserver la vie des millions de Maliens, dans l'esprit d'accompagner le Gouvernement du Mali dans son dessein de protéger le peuple malien, les Organisations de la Société Civile, des Personnalités Publiques Maliennes,

des Leaders d'opinion demandent, vous demandent, Monsieur le Président de la République du Mali : « LE REPORT IMMÉDIAT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES INITIALEMENT PRÉVU LE 29 MARS ET LE 19 AVRIL 2020 POUR CAUSE DE SANTÉ PUBLIQUE AFIN D'ÉVITER D'ÉVENTUELLE CONTAMINATION ET PROPAGATION DU CORONAVIRUS AU MALI. »

Selon lui, si rien ne garantit que les personnes se rassembleront uniquement dans les urnes, tout laisse à penser que le jour des élections, des milliers de personnes se croiseront, échangeront et s'approcheront inévitablement. Un tel risque à prendre est d'exposer les populations maliennes à un danger de mort.

« Nous félicitons par avance votre autorité à prendre une décision ferme et responsable en REPORTANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PROCHAINES pour protéger le peuple malien contre la propagation de la maladie CORONAVIRUS et d'informer la communauté nationale et internationale de cette mesure préventive et responsable face à cette pandémie », a-t-il laissé entendre.

Pour terminer, il a sollicité la sensibilité du Président de la République à sa requête de report des dites législatives.

■ Aïssétou Cissé

Élections législatives du 29 mars : Chronique d'un suicide programmé

Le gouvernement est décidé à tenir les législatives à la date indiquée, malgré la menace de la maladie du coronavirus et de l'insécurité grandissante.

Aller aux élections ou périr !

C'est le message que le gouvernement veut passer en obligeant les Maliens à aller élire leurs députés, le 29 mars prochain, pour le premier tour. Malgré l'insécurité permanente voire résiduelle, le trop grand nombre d'assassinats, le président de la République persiste et signe sur la tenue des législatives. Or l'article 29 de la Constitution stipule que le président de la République est le chef de l'État. Il est le gardien de la Constitution. Il incarne l'unité nationale. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire, du respect des Traités et Accords internationaux. Il veille au fonctionnement régulier des pouvoirs publics et assure la continuité de l'État.

À quelques encablures du 26 mars 2020, date

anniversaire de la chute du général Moussa Traoré, l'unité nationale est menacée. L'intégrité territoriale est sous le boisseau. Le président de la République n'est plus le chef de l'État de tout le Mali. Il aurait divisé le territoire en deux: (Centre et ?) et créé le poste de Haut Représentant du chef de l'État pour le centre. Une nomination qui pue. Aujourd'hui, l'indépendance de la nation, l'intégrité du territoire sont menacées d'une manière très grave et immédiate de même que l'absence de l'administration publique dans plusieurs localités du Centre, du Nord et de l'Est du pays.

Au lieu d'informer la Nation par un message pour dire ce qu'il y a et ce qu'il faut pour arrêter les tueries, le président IBK impose au peuple la tenue des législatives comme solution à la crise. Et Boubou Cissé, le Premier ministre, clame haut et fort que les élections législatives ne seront pas reportées. Le Mali est une République indépendante, souveraine, indivisible, démocratique laïque et sociale. Son principe est le gouvernement du Peuple, par le Peuple et

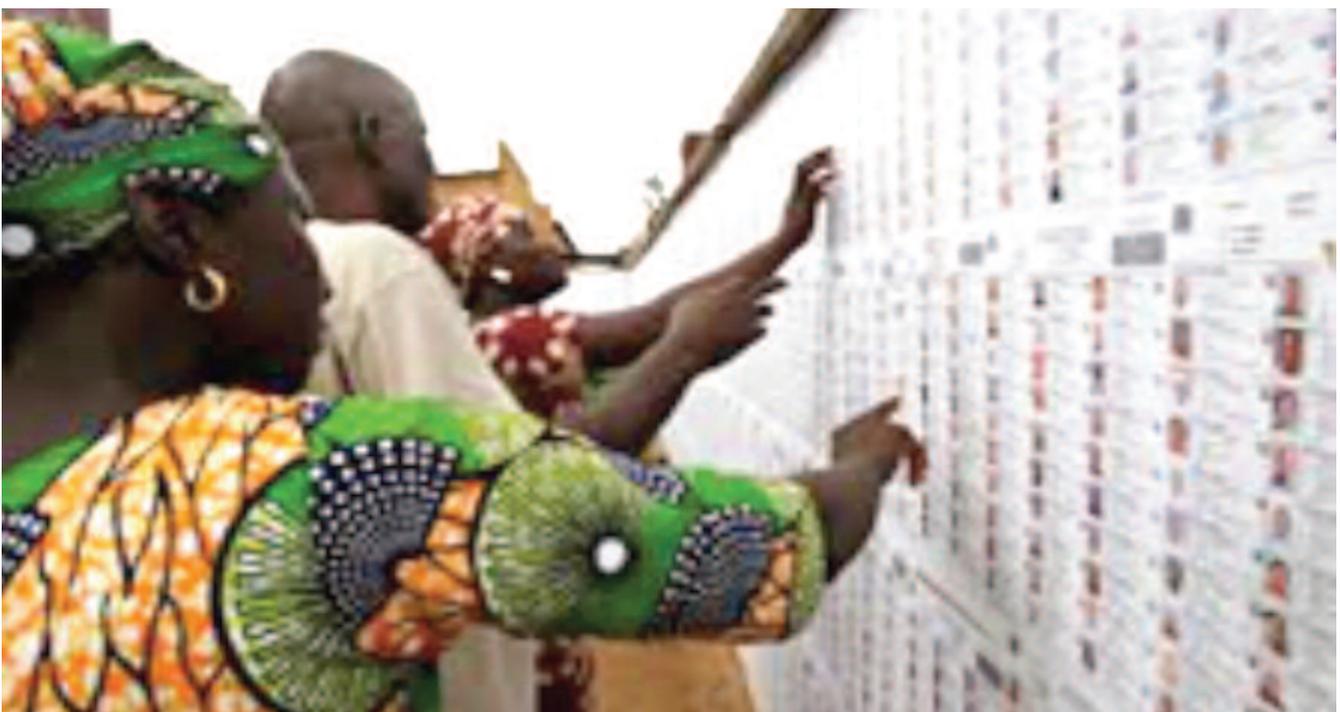
pour le Peuple.

Les hommes passent, les peuples demeurent, dit le sage. Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il porte atteinte à l'intégrité du territoire. Le peuple a le droit à la désobéissance civile pour la préservation de la forme républicaine de l'État. Allez aux élections législatives dont le premier tour se déroulera le 29 mars équivaut à un suicide collectif.

Jeudi dernier, vingt-neuf (29) soldats ont été assassinés à Tarkint, selon un communiqué officiel du gouvernement du Mali. Des villages de la région de Mopti sont rayés de la carte du Mali, malgré la présence des forces onusiennes. Le peuple souverain du Mali, fort de ses traditions de lutte héroïque, engagé à rester fidèle aux idéaux des victimes de la répression et des martyrs tombés sur le champ d'honneur pour l'avènement d'un État de droit et de démocratie pluraliste, doit se réveiller. Les Maliens côtoient les tueries tous les jours. Notre pays est un cimetière. Tout le monde est au courant de ce qui se passe dans ce pays appelé autrefois le Mandé.

La maladie coronavirus est une grave menace qui plane sur les élections législatives du 29 mars. Eu égard à l'affluence des électeurs ce jour devant les bureaux de vote, la propagation du Covid-19 a toutes les chances de se produire rapidement.

■ Amy SANOGO



Livre : “L’Art de la réussite” de Mohamed Yoroté dans les librairies

Le livre intitulé “L’Art de la réussite” du jeune juriste d’affaires malien, Mohamed Yoroté, est désormais disponible dans les librairies et chez son éditeur, Editions Gafé. Cet ouvrage livre des astuces aux personnes désireuses de se lancer dans l’entrepreneuriat, à travers des exemples de réussite dans différents domaines. Le livre a été officiellement lancé le samedi 14 mars dernier à Bamako dans un hôtel de la place.

Comment aider les personnes qui souhaitent se lancer dans l’entrepreneuriat et les entrepreneurs de pouvoir mieux s’épanouir ? Voilà la question qui pourrait être en gros la portée de ce premier ouvrage du jeune écrivain et juriste d’affaires malien, Mohamed Yoroté, paru chez les Editions Gafé. La cérémonie de lancement du livre organisée à l’Institut supérieur d’informatique et de management (ISM) a eu lieu le samedi 14 mars dernier à Bamako, en présence de plusieurs personnalités, notamment l’ancien Premier ministre Moussa Mara, l’ancien ministre de l’Emploi et de la formation professionnelle, Maouloud Ben Kattrra et Mme Sissoko, chargée de mission au Ministère de l’Entrepreneuriat.

Prenant la parole, la directrice des Editions Gafé, Aicha Diarra, parlera d’un fait du hasard en évoquant sa rencontre avec ce brillant auteur dont le titre de son manuscrit “L’art de la réussite” a, dans un premier temps, suscité le doute chez la jeune dame, mais qui au finish sera épatée par le contenu et le talent du jeune écrivain : “Quand Mohamed m’a dit le titre de son ouvrage, je m’étais dit que ce sont des choses qu’on trouve généralement sur l’internet, mais c’est quand j’ai lu le livre de A à Z que j’ai compris la portée de ce livre empreint d’humanisme et de qualités, non seulement sur le plan littéraire, mais aussi sur le plan intellectuel”, confie Aicha Diarra qui précise qu’on ne peut pas trouver sur internet les astuces et conseils que contient cet ouvrage. Dans la présentation de l’ouvrage, Lamine Seydou Traoré, président de TSM, dira que cet ou-

vrage est très pragmatique. Selon lui, la réussite dans ce livre est définie par trois choses : l’équilibre financier, spirituel et social. Il affirme n’avoir jamais vu autant de spiritualité d’entreprise dans un livre.

Le rôle primordial de tout art, selon l’auteur, Mohamed Yoroté, est d’aider les gens à se mouvoir dans la société et d’accéder au plein épanouissement. “C’est partant d’un constat récurrent et d’un pincement au cœur que je me suis mis à écrire ce livre à travers mes expériences professionnelles dans le domaine de l’entrepreneuriat et des échanges avec des entrepreneurs avec lesquels je travaille. J’ai écrit cet ouvrage en vue de combler un vide dans l’accompagnement des entrepreneurs et d’autres personnes désireuses de se lancer dans l’aventure entrepreneuriale”, nous explique-t-il.

A l’en croire, dès l’entame de l’ouvrage, une série de questions sous forme d’introspection est mise à la disposition du lecteur qui pourra l’aider dans sa prise de décision ; à l’aider à

savoir si le monde de l’entrepreneuriat est fait pour lui. Si le bienfondé de cette démarche est réel, il peut alors se lancer. Dans le cas échéant, il peut continuer à être un bon salarié “car évoluer c’est céder à la fatalité”.

L’une des particularités de cet ouvrage, selon l’auteur, c’est qu’il permet à chacun de donner un sens à sa vie et à se poser de bonnes questions à un moment donné de son évolution dans son domaine de prédilection.

De son côté, l’ancien Premier ministre, Moussa Mara, qui a d’ailleurs préfacé l’ouvrage, dira qu’il est un hymne de l’effort et du travail. Pour Mara, le livre nous apprend à nous battre pour notre propre épanouissement et celui de notre société. “Je suis vraiment satisfait de ce premier ouvrage du jeune Yoroté. Ce livre est salutaire pour le changement des mentalités des jeunes, surtout dans notre pays où les jeunes sont majoritaires. Ils ont besoin de conseils comme ceux donnés dans ce livre qui est vraiment inspirant”, conclut-il.

A noter que l’ISM, qui a organisé cette cérémonie de lancement, est un institut spécialisé dans la formation, notamment en sciences de gestion, en sciences informatiques, sciences de l’énergie, ainsi que sur les métiers des ONG, sans oublier la formation à l’accès au diplôme de l’expertise comptable (Descogef).

■ Youssouf KONE



Côte d'Ivoire : Lettre Ouverte de Guillaume Soro au Ministre Amon Tanoh Marcel



Mon cher Marcel,

Le temps, cet autre nom de Dieu, rassemble toujours et inmanquablement les âmes sincères. D'abord, permets-moi d'utiliser un canal inhabituel pour m'adresser à toi. Bien sûr, il ne m'échappe pas que j'aurais pu directement te passer un simple coup de fil et nous nous serions parlé comme à l'accoutumée. Mais, cette lettre, je la veux comme un témoignage vivant. Si en plus je la veux ouverte, c'est parce qu'il s'en vient dans la vie des hommes que des récits demeurent pour la postérité.

Si jeune écolier, collégien et étudiant j'ai connu le nom Amon Tanoh, c'est parce qu'il était de notoriété. En effet, à l'école primaire, on nous faisait apprendre sur nos cahiers scolaires les noms des ministres sous Félix Houphouët-Boigny. Aujourd'hui, cela peut paraître surprenant pour nos enfants. En plus, la Côte d'Ivoire était si stable dans son administration qu'on avait en effet le temps de connaître les noms de nos ministres au même titre que la table de multiplication. Aujourd'hui, il y'a quasiment un

gouvernement toutes les semaines. A peine veux-tu en féliciter un que celui-ci en est déjà éjecté. Bref ! Disons que j'ai connu ton père dans les livres avant que toi-même tu ne me présentes à lui. Quel sachant ton père ! Il m'a littéralement ébloui par sa science et son savoir, en plus d'être pétri d'une grande humilité qui est la marque des grands hommes.

Cher Marcel,

Te souviens-tu de notre première rencontre ? Moi je m'en souviens comme si c'était hier. Ta réputation d'homme austère t'avait précédée et c'est avec quelque appréhension que j'envisageais notre premier rendez-vous. Quelle ne fut ma surprise de voir un homme certes à l'allure stricte mais d'une franchise vraie. L'ancien séminariste n'a pu s'empêcher d'y voir de la convergence des valeurs de justice et de loyauté. Quelquefois point trop n'en faut pour déceler la vraie amitié, la vraie fraternité. Oui, à l'époque, en 2000, tu résidais dans cette villa que j'ai bien connue à côté du centre cul-

turel américain à Cocody, ainsi que les bureaux que tu possédais à côté de la clinique PISAM. Quel lieu de refuge secret ce fut pour nous. Si je te dis des mots et des phrases qui font sens pour les initiés, t'en souviendras-tu ? « Mike le War ! », « Pas un kopeck », « Dr Collins » ... Certains nous ont devancé ad patres. Que Dieu ait leurs âmes !

Mon cher Marcel

Qu'est-ce que « Mike le War » me manque ! Qu'est-ce que « Mike Le War » te manque j'en suis sûr ! Et cette villa où nous nous retrouvions pour des échanges que nous qualifions de stratégiques. Je me souviens de ces nuits, de nos réunions nocturnes, parfois jusqu'à 3 heures du matin, où, nous triturant les méninges comme des forcenés à la recherche de la meilleure stratégie, de la meilleure solution pour réintégrer Alassane Ouattara dans le jeu politique ivoirien dont il avait été complètement exclu. L'on nous servait le café jusque tard et

ce, malgré, nous tombions de sommeil. Rappelle-toi : l'année 2000 fut particulièrement rude pour nous. La répression était tout aussi féroce que maintenant.

Et dans cette situation dangereuse dans laquelle nous nous trouvions, nous avons pu travailler sans relâche pour faire en sorte d'impacter la vie publique, politique de notre pays.

Toi tu étais déjà un fidèle compagnon de l'actuel président Ouattara, dont tu étais le directeur de cabinet. Moi je venais de rejoindre sa cause en dépit des mises en garde et des reproches de mes camarades de la gauche politique ivoirienne, eux qui ne comprenaient pas que j'aie soutenu le persécuteur des étudiants de 1991 et le bourreau des libertés civiles et politiques en Côte d'Ivoire. Celui-là même qui, le 18 février 1992, avait emprisonné les leaders politiques tels que Laurent GBAGBO, Simone GBAGBO, Martial Ahipeaud, René Dégni-Ségui éminent professeur de droit. Ainsi Alassane Ouattara était traité de réactionnaire de droite.

Je me rappelle aussi les railleries et les moqueries que tu subissais de la part des grandes familles PDCI qui ne comprenaient pas que toi, le fils bon teint d'un baron du PDCI, tu ailles soutenir ce dernier quand le débat sur sa nationalité faisait rage. Et alors tu me disais : « Guillaume, je connais Ouattara. C'est un homme d'honneur et de parole. Jamais il ne nous fera regretter notre choix. Je le connais, c'est un homme de grande valeur ! Il transformera la Côte d'Ivoire pour le bonheur des ivoiriens ». Et moi je buvais tes mots. Je croyais en ce que tu me disais. Je me dois de te dire aujourd'hui que ces éloges que tu faisais sur Ouattara me permettaient d'argumenter face aux mises en garde de mes compagnons de la gauche !

A la date d'aujourd'hui, penses-tu que nous nous sommes trompés ?

Moi je suis perplexe et désorienté tant la métamorphose de l'homme est presque irrationnelle !

Mais je suis plutôt impatient de t'entendre sur le sujet.

Pourquoi l'annonce de ta démission ne m'a-t-elle pas surpris ? Ô que je te connais fort bien ! Sans te parler et sans que tu m'en parles, je le savais en mon for intérieur.

Oui, je te connais bien et je sais que c'est réciproque. En effet, nous avons appris à nous

fréquenter et à consolider cette amitié, mais surtout cette confiance nécessaire, pour ce que nous avons fièrement accompli pour la Côte d'Ivoire. Nous avons ensemble affronté des dangers sur lesquels il n'est nul besoin de revenir. Tiens, si tout de même ! Te souviens-tu de cette nuit fatidique où toi, moi et un certain capitaine Gaoussou Soumahoro, depuis lors devenu général, avons failli nous faire canarder à Yopougon ? Nous revenions sur ses conseils, de présenter nos condoléances à la famille d'un soldat décédé. Nous nous sommes tapis dans la broussaille haletante, respirant à peine. La troupe qui était à nos trousses, fort heureusement, ne nous retrouva pas. Ce jour-là nous aurions pu perdre nos vies. Mais Dieu nous sauva. Cela me marqua à jamais. Mon estime pour toi s'est accrue face à tant de courage. J'avais désormais confiance, nous pouvions ensemble affronter tous les dangers comme si nous étions invincibles. C'est à cette époque que toi et moi avons pris la résolution de faire tout ce qui était humainement possible pour que M. Ouattara devienne le Président de la République de Côte d'Ivoire. Mais restons tout de même modestes. C'est alors qu'il a fallu affronter les dangers ! Que de misères, que de souffrances n'avons-nous traversées ! Que de douleurs vives n'avons-nous vécues ensemble !

Mon cher Marcel,

Te souviens-tu que lors des difficultés que la Côte d'Ivoire a connu, on nous accusa d'en savoir bien plus sur le prétendu coup d'Etat de la Mercedes Noire en janvier 2001 ?

Et nous dûmes, in extremis, chacun par son chemin, prendre la voie de l'exil.

Nos cœurs frissonnaient alors de frayeur d'être éliminés. Car à l'époque, contrairement à ce qui était dit, toi et moi étions bel et bien sur la liste des personnes ardemment recherchées. Je dus me déguiser comme je te le révélerai plus tard, pour sortir de la Côte d'Ivoire. Tu comprendras aisément que je réserve à mes mémoires les pistes par lesquelles toi et moi passâmes pour rejoindre la terre voisine du Burkina Faso où nous engageâmes un pénible, long et rude exil, dans l'isolement total et le dénuement. Seuls le courage et la résilience nous servirent alors de viatique dans cette traversée du désert.

Je me dois de te dire que c'est au cours de

notre long exil que j'ai appris réellement à te connaître, un peu comme on apprend à percer l'énigme d'un sphinx. L'homme Marcel Amon Tanoh dit « Tam-Tam » pour les initiés, se révéla alors à moi. Au cours de nos déjeuners, de nos dîners, ou même lorsque nous étions quelquefois saisis par un désespoir passager, nous nous préoccupions avant tout du sort de Monsieur Alassane Ouattara avant le nôtre. Nous avons uni nos efforts et nos intelligences pour que Monsieur Ouattara puisse regagner la Côte d'Ivoire.

Je me permets de faire ce témoignage parce que de tous les collaborateurs de Monsieur Ouattara, tu as été celui qui a fait preuve de courage et de sacrifice pour son succès d'aujourd'hui. Tant de privations, d'humiliations, de souffrances ! En ces temps de braise, bien d'autres ont préféré l'exil doré de l'Hexagone. Aujourd'hui repus, ils seront les premiers à te jeter la pierre de l'ingratitude.

Nous avons travaillé depuis notre exil au Burkina Faso à impacter la vie publique de la Côte d'Ivoire. Je dois dire que sans ta confiance, sans tes conseils pertinents et avisés, sans ta détermination, nous n'aurions pas pu réussir. Au moment où tu rends ta démission du gouvernement ivoirien, je n'ai pu en ce 19 mars 2020, résister à l'irrépressible tentation de rendre témoignage de ta loyauté et de ta fidélité envers Monsieur Alassane Ouattara. Je suis un témoin vivant et ma mémoire demeure vivace sur tout ce que tu nous disais et sur tout ce que tu me confiais, sur la nécessité de rester loyal et dévoué à Monsieur Ouattara. Plus jeune, j'étais peut-être fougueux, mais j'avais mon temps pour moi. Et pourtant, toi l'aîné, tu n'as jamais failli, ni douté que Monsieur Ouattara aurait un grand destin en Côte d'Ivoire. A contrario, certains qui, aujourd'hui jouent les loyaux avec obséquiosité, hier avaient parié que jamais Alassane Ouattara ne serait président de la Côte d'Ivoire. Et toi Marcel, tu le sais aussi bien que moi.

Vint le 19 septembre 2002. Malgré le poids, l'immensité de la contribution que tu as apporté, tu as eu l'intelligence et la sagesse de la discrétion et tu t'es effacé pour laisser le chemin aux quelques opportunistes de service, quand il s'est agi d'aller aux négociations de Marcoussis. Et cela n'a point émoussé ta détermination et ta loyauté vis-à-vis de Monsieur Ouattara. Nous avons ensemble été au gouvernement. L'homme discret que tu es, n'a ja-

mais voulu évoquer cette part de lutte et ta contribution à celle-ci. Tu me disais et je m'en souviens encore : « Guillaume, je suis un homme qui ne parle pas, je ne parlerai pas. » Or, c'est surtout avec tes conseils et l'élan que tu as impulsé que nous avons continué pour accomplir ce que nous avons accompli. Parfois ta discrétion et ton effacement me surprenaient, mais j'avais confiance en toi parce que je savais que tu étais guidé par l'expérience. C'est aussi la raison pour laquelle, j'ai sollicité quelques rendez-vous avec toi à Abidjan pour que nous fassions le bilan du combat que nous avons mené et pour que nous apprécions les perspectives.

Tu m'as toujours conseillé la patience. Je me souviens encore que quand j'ai décidé de rendre ma démission de la présidence de l'Assemblée Nationale, tu m'avais, comme à ton habitude, suggéré de ne pas le faire. Mais cette fois-ci je ne t'ai pas écouté, je n'en pouvais mais, tout simplement. L'homme pour qui nous avons consenti tant de sacrifices, s'était éloigné de l'idéal commun.

Exactement un an après mon départ du perchir dans les circonstances sur lesquelles il n'est nul besoin de revenir, j'avais l'intime conviction que ton sens de la dignité et ton sens de l'honneur te pousseraient à poser le même acte que moi. C'est pourquoi aujourd'hui, je suis fier de l'homme que j'ai connu et avec qui j'ai cheminé. Cet homme qui ne se laisse ni intimider, ni manipuler, tant son amour pour la Côte d'Ivoire est sincère et vrai. A l'époque, tu m'avais fait le reproche de prendre la décision de démissionner, au lieu d'opter pour l'entrisme, de rester au RHDP, de bous-

culer les positions, pour changer les choses de l'intérieur. Tu y as cru plus que moi, par sagesse peut-être. Mais ma position était que l'entrisme n'avait jamais été une solution, car l'appareil politique ne pouvait que nous broyer. Et c'est pourquoi j'ai refusé la confrontation avec le Président Ouattara. J'ai donc choisi de sacrifier mon poste, si telle était la volonté de Dieu, car j'ai toujours été sincère et loyal envers Monsieur Ouattara. Je ne pouvais rester au RHDP dans ces conditions d'indignité. Je suis parti le cœur léger, l'âme en paix, voguant pour l'aventure de mes convictions.

A l'instant où j'apprends l'annonce de ta démission, je suis sûr et même convaincu que tu as, toi aussi, le cœur et l'âme en paix. Que tu es fier d'avoir accompli en toute loyauté, ton devoir pour la Côte d'Ivoire et rempli avec droiture ta mission auprès d'Alassane Ouattara que tu as tant servi. Il est bien curieux que ceux qui ont eu le courage de leurs opinions dans l'équipe de Monsieur Ouattara et de les affirmer avec sincérité, soient devenus des parias. Comme s'il fallait rembobiner le fil de l'histoire et acter le déni de la réalité.

Aujourd'hui, te voilà dans l'arène politique, cher Marcel ! Je préfère te prévenir que la calomnie, la méchanceté te frapperont comme je l'ai été et le suis encore ! Mais pour être passé à la trappe avant toi, je ne puis que formuler ici même des vœux sincères de réussite. Il te faudra du courage, je sais que tu en as. Il te faudra de la résilience, je n'en doute point ! Mais surtout, il te faudra de la tolérance vis-à-vis de ceux qui, hier nous appelaient frères, mais qui dans la brume crépusculaire, nous en ont tant voulu, quelquefois mortellement ! Ceux-

là mêmes qui, pour un plat de lentilles, sont prêts à faire prospérer les plus graves injustices dans notre pays !

Mon cher Marcel,

Cette lettre ouverte n'a pas pour objectif un calcul politique. Mais je me suis dit qu'il m'était de devoir de t'exprimer mes sentiments les plus sincères. Je te souhaite bon vent et plein succès. Je suis sûr que c'est le camp de la vérité qui gagne. Sûr que tu sauras apporter avec la même détermination et le même courage, ta contribution à l'édification d'une société éprise de paix et à l'accomplissement heureux de la nation ivoirienne que nous souhaitons tous. Tel fut et demeure notre idéal initial pour lequel nous avons sacrifié nos vies de famille et pour certains d'entre nous, malheureusement leurs vies. Restons orientés sur la boussole de nos convictions fondamentales et que justice et vérité guident nos pas au cœur du brave peuple de Côte d'Ivoire.

A ceux qui nous jettent aujourd'hui la pierre, je rappelle qu'il est dit dans la Bible que les premiers seront les derniers. Ceux qui aujourd'hui nous jettent, avec rage, les premières pierres de la haine, doivent retenir qu'ils recevront les dernières pierres de la justice divine.

Reçois donc ici, comme toujours, cher Marcel, l'expression de ma fraternelle estime. Que Dieu nous bénisse !

En terre d'exil, Guillaume Kigbafori Soro



Des élections dans la violence en Guinée : Le père de BoJo veut la nationalité française

Chaque jour, cinq infos du monde garanties sans Covid-19 - Ce dimanche 22 mars, l'actualité internationale nous emmène notamment en Guinée, où les élections ont été émaillées de violences, et au Royaume-Uni, où le père de Boris Johnson s'apprête à demander la nationalité française. Il y sera notamment question des élections chaotiques aujourd'hui en Guinée.

"Les élections seront calmes", avait martelé samedi le président guinéen Alpha Condé. Il n'en a rien été. Le double scrutin (élections législatives et référendum constitutionnel) qui s'est tenu dimanche a été marqué par des violences : des bureaux de vote ont été attaqués, du matériel électoral saccagé. Dans la banlieue de Conakry, des affrontements ont éclaté. Caillassés par des jeunes de l'opposition, policiers et gendarmes ont fait usage de grenades lacrymogènes. Un homme de 28 ans a été tué par balle.

Initialement prévues il y a trois semaines, les élections avaient dû être reportées à la dernière minute, en raison du climat extrêmement

tendu dans lequel se trouve le pays.

Depuis mi-octobre, des centaines de milliers de Guinéens sont descendus dans la rue. Ils accusent l'actuel président, Alpha Condé, âgé de 82 ans et au pouvoir depuis 2010, de vouloir faire adopter une nouvelle constitution afin d'accéder à un troisième mandat à la fin de l'année. L'intéressé, lui, vante les mérites d'une constitution "moderne", qui codifierait l'égalité des sexes, interdirait l'excision et le mariage des mineurs, tout en veillant à une plus juste répartition des richesses.



Foot citoyen express : Un nouveau concept pour la deuxième édition



L'Association pour la promotion de la citoyenneté et des droits humains (APCDH) a officiellement lancé les activités de la deuxième édition de Foot citoyen, le vendredi 20 mars au siège de l'association à Sébénicoro en Commune IV. La cérémonie de lancement était présidée par le premier responsable de l'APCDH, Dr Bassirou Diallo. Cette année, la compétition s'étalera sur trois mois et regroupera les jeunes issus de deux communes du District de Bamako : les Communes IV et V. Chacune de ces deux communes organisera son propre tournoi de football, avec 16 équipes qui s'affronteront en éliminatoires directes. «Nous pouvons dire que Foot citoyen express est un véritable outil pour la mise en œuvre de notre politique nationale sur la citoyenneté. J'ose croire que cet outil sera utilisé à bon escient par nos autorités nationales et soutenu par nos partenaires tech-

niques et financiers», a dit Dr Bassirou Diallo dans son allocution d'ouverture, avant de s'adresser à la jeunesse qu'il invitera à aller retirer les cartes d'électeurs et participer massivement aux prochaines élections législatives. «Mobilisons-nous pour le retrait de nos cartes d'électeurs, mobilisons-nous pour une plus grande participation aux élections législatives», a plaidé le président de l'APCDH. Dr Bassirou Diallo ajoutera que l'ambition de son association est d'étendre Foot citoyen express à toutes les Communes du District de Bamako, pourquoi pas aux 703 Communes du Mali. «Nous avons l'expertise et les ressources humaines pour le faire, nous avons juste besoin de l'accompagnement des autorités», a-t-il assuré.

Pour revenir à la compétition proprement dite, le tirage au sort du tournoi de football a déjà été effectué, mais suite aux mesures de pré-

vention sanitaires prises par les autorités dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus, les matches ont été reportés à une date ultérieure. Le tournoi Foot citoyen express est un projet innovant qui utilise la force mobilisatrice du football pour amener les jeunes à s'investir dans les activités de citoyenneté. Il est financé à hauteur de 41 millions de FCFA par l'ambassade du Royaume de Danemark, à travers le Fonds d'appui aux moteurs du changement (FAMOC). Pour mémoire, le vainqueur de chacun des deux trophées recevra une enveloppe de 500.000 FCFA, contre 300.000 FCFA et 150.000 FCFA, respectivement pour le deuxième et le troisième.

■ **Seïbou S. KAMISSOKO**



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le milieu professionnel est favorisé par les excellents transits du jour. Vous êtes mis en lumière, dynamique, et vous faites preuve d'une grande confiance en vous. Vous êtes lucide, serein et combatif ! Profitez donc de tous ces atouts du jour.

Le côté financier ne vous pose pas de problème pendant cette période faste. Les bons transits du moment vous sont favorables et c'est tant mieux. Mais ce n'est pas une raison pour dépenser sans compter. Il faut tout de même penser aux lendemains !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, côté professionnel, rien ne se passe comme vous l'aviez prévu. On peut dire que vous pédalez un peu dans la semoule. Vous partez dans tous les sens, sans trouver le bon chemin et c'est plus une perte de temps, qu'autre chose.

Le terrain est glissant du côté de vos finances. Vous n'avez pas toutes les clés, du coup, vous perdez non seulement du temps, mais aussi de l'argent. Vous cherchez des solutions rapides, pour renflouer vos comptes, la situation vous stresse.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vos collègues n'auront pas vos faveurs, ni même votre estime... Pour vous, ce seront avant tout des concurrents... Donc, pas de conseils, pas d'échanges constructifs, pas de coup de pouce... Vous vous comporterez comme si vous étiez seul dans l'entreprise.

Votre visibilité financière à long terme sera excellente. La planète Mercure fera une incursion dans un secteur de votre ciel astral se rapportant à l'argent... Vous pourriez aussi avoir beaucoup plus de responsabilités liées au patrimoine familial.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une désorganisation importante change vos plans ! Vous devez partir ou accepter un licenciement. Ce virage s'annonce être une chance ! L'inattendu vous accompagne ! Il faut vite réagir et suivre le destin ! Cette situation apporte une joie inattendue !

La meilleure solution pour économiser est d'éviter de sortir ! Les distractions amputent une partie du budget ! La sagesse est conseillée. Vos proches peuvent vous rendre un service pour économiser. Cela peut passer par des articles ou du mobilier.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne lâchez rien ! La persévérance dont vous faites preuve aujourd'hui suscite l'admiration de vos collègues. Votre comportement est encore plus conquérant que d'habitude. La maîtrise des actes est parfaite, vous savez où et jusqu'où vous voulez aller.

Votre sens des valeurs, bien conscientisé, est un atout très important pour votre gestion financière. Vous parvenez à contrôler parfaitement toutes les dépenses que vous pourriez faire, et notamment cette envie de voyage qui vous prend un peu la tête !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Apparemment aujourd'hui, cher Vierge, vous prenez une revanche sur votre passé. Professionnellement, une belle surprise vous tombe sur la tête, vous ne pouvez pas dire que les astres ne vous ont pas gâté. Vos efforts sont loin d'être vains.

Les indicateurs financiers sont au vert, ce n'est pas pour cela qu'il faut dépenser votre argent n'importe comment. Vos finances pourraient bénéficier d'un coup de pouce inattendu, c'est une excellente nouvelle. Vous vous pincerez pour y croire !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ne rendrez pas la vie facile à vos collaborateurs, du moins ceux qui se trouveront sous vos ordres ! L'astre lunaire sera intransigeant... Aujourd'hui, vos consignes seront claires : dossiers à retravailler, encore et toujours ! Pas commode...

Des questions liées à un partage, à un remboursement, ou à un litige avec votre assureur concernant un sinistre pourront poser un énorme problème. Plus que jamais, votre rapport à l'argent sera conflictuel. Une assistance juridique ne sera pas à exclure.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous travaillez d'arrache-pied ! Vos supérieurs aiment votre méthode de travail. Aujourd'hui, l'activité augmente et la cadence aussi ! Une désorganisation dans votre service pénalise votre rendement. Vous pourriez remplacer un collaborateur absent !

Il est compliqué de faire des économies ! Elles sont différées parce que les charges sont importantes. Vous êtes dans une période d'intenses dépenses ! Aujourd'hui, penser à l'argent peut vous stresser du matin au soir ! Il est urgent de lâcher prise !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Avec une telle créativité aujourd'hui, les métiers artistiques sont largement favorisés. Mais votre grande imagination est utile dans tous les domaines professionnels, et une belle surprise pourrait même se produire. Vous adorez votre travail !

Le bel aspect Vénus/Jupiter dans le domaine de l'argent est de très bon augure et promet une expansion certaine de vos finances. Essayez de tempérer votre comportement d'adolescent aujourd'hui, qui pourrait vous pousser à faire des folies financières !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous prenez de nouvelles initiatives, professionnellement vous êtes épanoui, mais il manque un petit quelque chose que vous n'arrivez pas à identifier. Peut-être que si vous aviez des moyens supplémentaires, tout irait beaucoup mieux. Aujourd'hui, les rentrées d'argent se font rares, les astres n'ont pas prévu de grands mouvements sur vos comptes. Cependant, surveillance et prudence sont conseillées. Ne faites pas de folies avec votre argent. Les grosses dépenses sont à éviter.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Ce sera le moment de parler de votre statut à vos supérieurs afin de mieux stabiliser votre carrière. Ami Verseau, un détail important : il faut savoir mettre le poing dans sa poche au moment opportun, sous peine de se faire taper sur les doigts.

Le Soleil sera le maître des Euros ! Chance ultime, il sera aussi présent dans votre signe... Revenus boostés, budget consolidé, et pourquoi pas augmenté, votre épargne pourra même en ressortir bonifiée ! À vous de tenir le rythme des bonnes résolutions.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les relations de travail apportent des amitiés. Soyez tout de même prudent ! Gardez vos rêves professionnels secrets. Du côté des tâches, elles deviennent agréables. Vos fonctions peuvent vous mettre au contact d'une clientèle. Gardez confiance en vous !

Embellir votre quotidien, coûte de l'argent. Vous devez réaliser des économies. Un projet peut représenter beaucoup d'argent. Il est lié à un achat mobilier. Refaire la décoration vous oblige à sortir de l'argent. Vous avez envie de vous faire plaisir.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com



BDM SA

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE